

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 46.137/4
DU 9 MARS 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Politique de migration et d'asile, le 3 mars 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux d'hébergement au sens des articles 51/5, § 3, 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers", a donné l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"L'extrême urgence de la demande d'avis est motivée sur base des éléments suivants

- 1) La Condamnation de l'État belge par la Cour européenne des Droits de l'Homme en date du 12 octobre 2006 en concluant à une violation des articles suivants :
 - article 3 dans le chef de l'enfant et de sa mère : caractère inadéquat et inhumain des conditions de détention vu son très jeune âge et au regard des conditions du refoulement;
 - article 5, § 1^{er} f : dans le chef de l'enfant uniquement : illégalité de la détention liée au lieu et au régime de détention pour adultes;
 - article 5, § 4, dans le chef de l'enfant uniquement : absence de recours effectif, notamment en raison de son refoulement le lendemain de l'introduction d'un recours en remise en liberté et avant même qu'il ne soit statué sur ce recours;
 - article 8, dans le chef de l'enfant et de sa mère : atteinte au droit à la vie familiale du fait de la détention et du refoulement de l'enfant, l'État belge n'ayant pas pris toutes les mesures nécessaires pour faciliter la réunification familiale sans attendre la réponse du Canada quant au regroupement familial vis-à-vis de sa mère.

Depuis le 7 mai 2007 ⁽¹⁾, les étrangers qui se déclarent mineurs non accompagnés (M.E.N.A.) qui n'ont pas accès au territoire en application de l'article 3 ou de l'article 52, § 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980 ⁽²⁾ et qui ont été identifiées comme MENA ou à l'égard desquelles il n'existe pas de doute sur leur minorité sont admis dans un centre d'observation et d'orientation et non plus dans un centre fermé, dans l'attente d'une éventuelle décision de refoulement. Dans ces cas, ces centres sont assimilés à des lieux déterminés aux frontières.

⁽¹⁾ Date d'entrée en vigueur de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines catégories d'étrangers.

⁽²⁾ Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Depuis cet arrêt, il a été demandé au Bureau d'Étude SUM Research de proposer des alternatives à la détention des familles avec enfants. Après avoir examiné ces recommandations, la Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences a mis en oeuvre les alternatives à la détention dans les centres fermés des familles avec enfants.

Dans ce cadre, le projet d'arrêté royal fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux mis à la disposition des familles au sens des articles 51/5, § 3, [et] 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, son rapport au Roi, qui vous sont soumis ont été élaborés en vue de mettre fin à la détention dans des centres fermés des familles avec enfants qui sont maintenus sur base des articles 51/5, § 3, 74/8, § 1^{er} de la loi.

- 2) L'ordonnance de la Chambre du Conseil du Tribunal de 1^{ère} instance de Bruxelles rendue le 20 octobre 2008 mentionnant la nécessité d'avoir une disposition réglementaire pour déterminer le régime des lieux d'hébergements mis à la disposition des familles au sens des articles 51/5, § 3, [et] 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Suite à cette ordonnance, le projet d'arrêté royal qui vous est soumis a été élaboré afin de déterminer le régime spécial de ces lieux d'hébergements.

- 3) La mise en place d'une infrastructure spécifique adaptée aux besoins d'une famille avec enfants et qui tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant :

Le lieu mis à la disposition de la famille lui permet de bénéficier d'une infrastructure adaptée à ses besoins. L'enfant peut en effet vivre avec ses parents ou les personnes qui exercent l'autorité parentale, sans être contraint de partager ce logement avec d'autres familles ou d'autres adultes. Il s'agit d'éviter de mettre des mineurs en contact avec d'autres adultes dans un logement.

Chaque famille est libre de quitter le lieu mis à sa disposition pour aller faire des courses, consulter son avocat, se rendre chez le médecin ou aller conduire les enfants à l'école. Il est cependant demandé qu'il y ait en permanence un membre adulte présent.

Le lieu mis à la disposition de la famille permet de garantir les droits fondamentaux des familles. Ces articles garantissent notamment le respect des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, à savoir :

- Le droit à la vie privée et familiale est assuré. La famille peut en effet recevoir des visites privées et peut effectuer des visites à l'extérieur du lieu mis à sa disposition. Les seules restrictions étant : la présence obligatoire d'un adulte dans le lieu mis à sa disposition, l'interdiction d'héberger des visiteurs et l'autorisation de l'Office des étrangers pour les visites qui ne sont pas privées et l'indication dans le registre (de) l'identité des visiteurs. Enfin, il convient de signaler que le lieu mis à la disposition n'est pas accessible à l'agent de soutien entre 21 heures et 5 heures du matin;

.../...

- La liberté de culte, celle de son exercice public ainsi que la liberté de manifester ses opinions, sont garanties dans le respect des législations et des réglementations en vigueur, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. La famille a la possibilité de sortir du lieu mis à sa disposition en vue de pratiquer un culte. Il en résulte que les dispositions prévues à l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 sont respectées. La famille a, en effet, la possibilité de manifester sa religion ou ses convictions philosophiques individuellement ou collectivement en se rendant dans les établissements religieux ou philosophiques.
- Les enfants sont scolarisés. La famille peut se faire aider par l'agent de soutien pour les inscrire à l'école. Il convient de signaler que les enfants peuvent être conduits tous les jours à l'école.
- La famille a le droit d'échanger de la correspondance quotidiennement et de manière illimitée.
- La famille a la possibilité de porter plainte à la Commission des plaintes instaurée par l'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 concernant l'application du présent arrêté. L'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 (a) en effet été modifié en vue de rendre la Commission des plaintes compétente pour examiner le traitement individuel des plaintes des occupants des lieux d'hébergement."

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement légal

L'arrêté en projet a pour objet de fixer "le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux d'hébergement au sens des articles 51/5, § 3, [et] 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement

.../...

et l'éloignement des étrangers" (intitulé et article 2 du projet). Comme le précise le rapport au Roi, le but poursuivi est de réserver ces lieux d'hébergement aux "familles" au sens de l'article 1^{er}, 2/, de l'arrêté en projet, et ce, "comme alternative à la détention dans les centres fermés, dans l'attente de l'exécution de la mesure d'éloignement".

Pour ce faire, l'auteur du projet invoque comme fondement légal les articles 51/5, § 3, et 74/8, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après la "loi du 15 décembre 1980").

Ceci appelle les observations suivantes.

1. L'article 51/5, § 3, de la loi du 15 décembre 1980 ne contient aucune habilitation au Roi. Il ne peut donc servir de fondement légal au projet d'arrêté.

2. L'article 74/8, §§ 1^{er} et 2, de la loi 15 décembre 1980 dispose :

"§ 1^{er}. Les dispositions nécessaires peuvent être prises afin d'assurer que l'intéressé ne quitte pas, sans l'autorisation requise, le lieu où il est détenu en application des articles 7, alinéa 3, et 27, alinéa 3, mis à la disposition du Gouvernement en application de l'article 25, alinéa 4, ou maintenu en application des articles 74/5, § 1^{er}, et 74/6, §§ 1^{er} et 1^{er} bis.

§ 2. Le Roi peut fixer le régime et les règles de fonctionnement applicables au lieu où l'étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu, en application des dispositions visées au § 1^{er}."

Sont ainsi visés les étrangers qui font l'objet d'une détention, d'une mise à la disposition du Gouvernement ou d'un maintien dans un lieu déterminé et ce, pendant le temps strictement nécessaire en vue de garantir un éloignement effectif du territoire.

Outre la catégorie des "centres fermés", dont le régime et les règles de fonctionnement font l'objet de l'arrêté royal du 2 août 2002 fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux situés sur le territoire belge, gérés par l'Office des étrangers, où un étranger est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu, en application des dispositions citées dans l'article 74/8, par. 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 (ci-après l'"arrêté royal du 2 août 2002") ⁽³⁾, l'auteur du projet entend donc fixer le régime et les règles de fonctionnement applicables à une nouvelle catégorie

⁽³⁾ Voir, à ce sujet, l'arrêt du Conseil d'État n/ 188.705 du 10 décembre 2008, a.s.b.l. Ligue des droits de l'homme et a.s.b.l. Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie c/État belge.

de "lieux" au sens de l'article 74/8, § 1^{er}, précité, à savoir des "lieux d'hébergement" réservés aux familles qui font l'objet d'une mesure de privation de liberté en vue d'un éloignement effectif du territoire ⁽⁴⁾.

Même si le régime et les règles de fonctionnement qu'il est ainsi envisagé de fixer s'avèrent, sous de nombreux aspects, plus souples que ceux fixés par l'arrêté royal du 2 août 2002, l'arrêté en projet peut être considéré comme trouvant un fondement légal suffisant à l'article 74/8, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, puisque la décision de placement d'une famille dans un "lieu d'hébergement" doit, au regard des diverses obligations qui sont imposées aux familles par l'arrêté en projet ⁽⁵⁾, être considérée comme une modalité particulière d'exécution d'une mesure de privation de liberté au sens de la loi du 15 décembre 1980 ⁽⁶⁾.

⁽⁴⁾ Voir, à cet égard, l'ordonnance de la chambre du conseil du Tribunal de première instance de Bruxelles du 20 octobre 2008, mentionnée dans la motivation de l'urgence figurant dans la demande d'avis et dans laquelle il a été considéré que l'arrêté royal du 2 août 2002 n'est pas applicable au régime spécial de la maison qui avait été attribuée à une requérante et à sa fille dans le cadre de la mesure de privation de liberté prise à leur égard.

⁽⁵⁾ À titre d'exemples :

- l'article 2, alinéa 1^{er}, du projet, précise que l'arrêté est applicable à tous les lieux d'hébergement destinés à être utilisés "comme un lieu visé aux articles 51/5, § 3 [et] 74/8, § 1 de la loi";
- l'article 9, alinéa 2, du projet, charge l'agent de soutien, qui constate qu'il existe à l'égard de la famille "de sérieux éléments de nature à justifier la cessation de la mesure de maintien" de soumettre ces éléments au Directeur général de l'Office des étrangers ou à son délégué;
- l'article 47 du projet, précise que la famille peut faire l'objet d'un maintien en détention dans un "centre fermé" en cas de non coopération au retour effectif;
- et, l'article 48 du projet, prévoit que la levée du maintien de la famille peut être prise lorsqu'il s'avère qu'un retour ne peut pas être organisé.

Par ailleurs, diverses dispositions de l'arrêté en projet imposent un certain nombre d'obligations aux membres de la famille, dont celle pour un membre adulte, sous réserve d'une permission en sens contraire accordée par l'agent de soutien, d'être présent dans le lieu d'hébergement (article 19, alinéa 1^{er}, du projet). Il est fait état, à cet égard, dans le rapport au Roi (alinéa 7 de la partie générale) d'un "contrat" d'acceptation à signer par les familles. Sans doute s'agit-il d'un recours impropre à cette notion qui ne figure dans aucune disposition du projet d'arrêté, l'intention de l'auteur du projet étant, semble-t-il, de viser un document dans lequel seraient consignées les obligations que devraient respecter les familles qui se verraient attribuer un "lieu d'hébergement" en application de l'arrêté en projet.

⁽⁶⁾ Et non comme un placement, en dehors de toute mesure de privation de liberté, d'une famille avec enfants mineurs dans un "centre spécialisé" ou dans une "famille d'accueil", dont a fait état la section du contentieux administratif du Conseil d'État dans son arrêt n/ 188.705, précité.

3. L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur ce que l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980, auquel renvoie le paragraphe 2 du même article, n'est pas applicable, dans sa version actuelle, aux étrangers auxquels s'applique l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980. Ceux-ci ne peuvent donc pas être visés par l'arrêté en projet et ce, aussi longtemps que ledit article 74/8, § 1^{er}, n'aura pas été modifié en ce sens ⁽⁷⁾.

Observations particulières

Intitulé

Compte tenu des observations formulées sous le fondement légal, il n'y a pas lieu de viser dans l'intitulé l'article 51/5, § 3, de la loi.

⁽⁷⁾ Aux termes de l'article 179 du projet de loi portant des dispositions diverses (I), actuellement soumis au Parlement, les mots "est détenu en application des articles 7, alinéa 3, et 27 alinéa 3, mis à la disposition du Gouvernement en application de l'article 25, alinéa 4, ou maintenu en application des articles 74/5, § 1^{er}, et 74/6, §§ 1^{er} et 1^{er}bis" sont remplacés, audit article 78, § 1^{er}, par les mots "est détenu, mis à la disposition du Gouvernement ou maintenu en application des articles 7, 8bis, § 4, 25, 27, 29, alinéa 2, 51/5, § 1^{er} ou § 3, 52/4, alinéa 4, 54, 57/32, § 2, alinéa 2, 74/5 ou 74/6, § 1^{er} ou § 1^{er}bis" (*Doc. parl.*, Chambre, 2008-2009, n° 1786/001, p. 243). Si cette modification aboutit, il n'y aura en tout état de cause pas lieu de viser de manière expresse dans l'arrêté en projet, l'article 51/5 de la loi du 15 décembre 1980, puisque cet article sera repris dans l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980.

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er}, compte tenu des observations formulées sous le fondement légal, il n'y a pas lieu non plus de viser l'article 51/5, § 3, de la loi du 15 décembre 1980.

2. À l'alinéa 2, conformément à la recommandation n/ 30 des Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires ⁽⁸⁾, il convient d'omettre les mots "notamment l'article 130".

3. L'alinéa 3 doit être omis car l'arrêté ministériel (du 23 janvier 2009) qui y est visé ne procure pas de fondement légal à l'arrêté en projet.

4. En application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État et conformément à la recommandation 36.2 des Principes de technique législative - de rédaction des textes législatifs et réglementaires ⁽⁹⁾, le préambule doit reproduire exactement la motivation de l'urgence formulée dans la lettre de demande d'avis.

Dispositif

Article 1^{er}

1. Au 2/, la notion de "famille" est, notamment, définie par référence aux "membres d'une famille d'étrangers qui se déclarent parents". Cette définition ne concorde pas avec le rapport au Roi dans lequel il est fait mention de l'enfant qui "peut en effet vivre avec ses parents ou les personnes qui exercent l'autorité parentale" (alinéa 18 de la partie générale). Cette incohérence doit être levée.

⁽⁸⁾ Onglet "Technique législative" www.raadvst-consetat.be (09/03/2009).

⁽⁹⁾ *Ibidem*

2. Compte tenu des observations formulées sous le fondement légal et des définitions reprises à l'article 1^{er}, 1/ et 2/, du projet, la première phrase du 3/, serait mieux rédigée comme suit :

"lieux visés à l'article 74/8, §§ 1^{er} et 2, de la loi, gérés par l'Office des étrangers et destinés à l'hébergement de familles, jusqu'à l'organisation de leur retour vers leur pays d'origine ou le pays où elles sont autorisées au séjour, ou de leur transfert vers l'État responsable de l'examen de leur demande d'asile en application de l'article 51/5 de la loi".

3. Compte tenu de l'article 22 de la Constitution, il n'appartient en toute hypothèse pas au Roi de préciser ce qui peut ou non être considéré comme un "domicile privé".

La seconde phrase du 3/ doit en conséquence être omise.

Article 2

1. Compte tenu des observations formulées sous le fondement légal et de la définition figurant à l'article 1^{er}, 3/, il suffit, à l'alinéa 1^{er}, de préciser que l'arrêté s'applique aux lieux d'hébergement.

2. À l'alinéa 3, il convient de préciser, que le règlement d'ordre intérieur est soit arrêté, soit approuvé par le Ministre.

Article 16

L'alinéa 2 doit être omis : si l'obligation de se soumettre à la prise des empreintes digitales résulte déjà des articles 30*bis* ou 51/3 de la loi du 15 décembre 1980, il n'y a pas lieu de le répéter dans l'arrêté; si cette obligation n'est, au contraire, pas prévue dans la loi, il n'appartient pas non plus au Roi de l'imposer.

Articles 26 à 29

1. Ces dispositions règlent, notamment, les visites de membres de la famille, de connaissances, de tiers ou d'organisations. À l'instar de ce qui est prévu dans l'arrêté royal du 2 août 2002, elles doivent être revues ou complétées afin de préciser également les règles applicables aux visites effectuées par des membres de la Chambre des représentants et du Sénat, ainsi que par des autorités ou institutions particulières ⁽¹⁰⁾.

2. La section de législation n'aperçoit par ailleurs pas ce qui, au regard des articles 22 de la Constitution et 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, permet de justifier que toute visite de tiers ou d'organisation doit se dérouler en présence de l'agent de soutien.

L'alinéa 2 de l'article 29 doit, en conséquence, être omis ou, à tout le moins, fondamentalement revu, afin de répondre aux exigences des dispositions précitées.

Article 38

L'alinéa 1^{er} fait double emploi avec l'article 15. Il convient de pallier cette incohérence.

Article 48

Compte tenu des observations formulées sous le fondement légal, l'attribution à une famille d'un lieu d'hébergement, conformément aux dispositions du projet présentement examiné, doit être considérée comme une modalité particulière d'exécution d'une mesure de privation de liberté, valablement décidée en application de la loi du 15 décembre 1980. Il s'ensuit que le contrôle de la légalité d'une telle mesure ainsi que les circonstances dans lesquelles celle-ci doit être levée relèvent, en dernier

⁽¹⁰⁾ Comparer avec les articles 42 à 45 de l'arrêté royal du 2 août 2002.

ressort, du contrôle du pouvoir judiciaire en application des articles 71 et suivants de la loi du 15 décembre 1980 et qu'il n'incombe donc pas au Roi d'interférer en la matière en prévoyant que la levée de la décision du maintien de la famille dans un lieu d'hébergement ne serait qu'une simple faculté "lorsqu'il s'avère qu'un retour de la famille ne peut pas être organisé".

La disposition doit, en conséquence, être omise.

Articles 49 à 54

1. S'agissant de la commission des plaintes, de deux choses l'une :

- soit l'auteur du projet entend simplement rendre la commission des plaintes organisée par l'arrêté royal du 2 août 2002 compétente pour connaître, selon les modalités fixées par ledit arrêté royal, des plaintes déposées par les familles dans le cadre de l'exécution du présent arrêté; dans ce cas, l'article 54 du projet suffit et les articles 49 à 53 doivent être omis;
- soit l'auteur du projet entend rendre cette commission compétente tout en adaptant, pour tenir compte de la spécificité de la situation, la procédure à suivre par cette commission dans le traitement des plaintes déposées par des familles occupant des lieux d'hébergement; dans ce cas, c'est l'article 54 du projet qui doit être omis.

2. De manière plus générale, il convient que l'auteur du projet, dès lors qu'il envisage de créer, à côté des "centres fermés", une nouvelle catégorie de "lieux", au sens de l'article 74/8, §§ 1^{er} et 2, de la loi du 15 décembre 1980, auxquels s'appliquent un régime et des règles de fonctionnement spécifiques, veille à assurer la cohérence entre cette nouvelle réglementation et celle déjà prévue, d'autre part, par l'arrêté royal du

2 août 2002 pour les "centres fermés". C'est donc l'ensemble de cet arrêté qui doit être revu, et non pas simplement son article 130 ⁽¹¹⁾.

Article 56

Dans la version française, il convient de remplacer le mot "parution" par le mot "publication".

⁽¹¹⁾ À titre d'exemples :
- la définition du mot "centre", telle que prévue par l'article 1^{er}, 3/, de l'arrêté du 2 août 2002, doit être adaptée, puisque cet arrêté n'est plus susceptible de viser tout "lieu géré par l'Office des étrangers, aménagé pour l'accueil des personnes soumises à une mesure administrative de détention, de mise à la disposition du Gouvernement ou de maintien en application des dispositions mentionnées dans l'article 74/8, § 1^{er}, de la loi";
- il en va de même pour l'article 4, qui prévoit que les centres s'occupent de l'accueil des étrangers auxquels s'appliquent les articles 7, 25, 27, 74/5, § 1^{er}, 2/, et 74/6 de la loi, sans prévoir d'exception pour les "familles" au sens du présent arrêté.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 46.137/4
VAN 9 MAART 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 3 maart 2009 door de Minister van Migratie- en asielbeleid verzocht haar, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van het regime en de werkingsregels, toepasbaar op de woonunits, als bedoeld in artikelen 51/5, § 3, 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen", heeft het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"L'extrême urgence de la demande d'avis est motivée sur base des éléments suivants

1) La Condamnation de l'État belge par la Cour européenne des Droits de l'Homme en date du 12 octobre 2006 en concluant à une violation des articles suivants :

- article 3 dans le chef de l'enfant et de sa mère : caractère inadéquat et inhumain des conditions de détention vu son très jeune âge et au regard des conditions du refoulement;
- article 5, § 1^{er} f : dans le chef de l'enfant uniquement : illégalité de la détention liée au lieu et au régime de détention pour adultes;
- article 5, § 4, dans le chef de l'enfant uniquement : absence de recours effectif, notamment en raison de son refoulement le lendemain de l'introduction d'un recours en remise en liberté et avant même qu'il ne soit statué sur ce recours;
- article 8, dans le chef de l'enfant et de sa mère : atteinte au droit à la vie familiale du fait de la détention et du refoulement de l'enfant, l'État belge n'ayant pas pris toutes les mesures nécessaires pour faciliter la réunification familiale sans attendre la réponse du Canada quant au regroupement familial vis-à-vis de sa mère.

Depuis le 7 mai 2007 ⁽¹⁾, les étrangers qui se déclarent mineurs non accompagnés (M.E.N.A.) qui n'ont pas accès au territoire en application de l'article 3 ou de l'article 52, § 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980 ⁽²⁾ et qui ont été identifiées comme MENA ou à l'égard desquelles il n'existe pas de doute sur leur minorité sont admis dans un centre d'observation et d'orientation et non plus dans un centre fermé, dans l'attente d'une éventuelle décision de refoulement. Dans ces cas, ces centres sont assimilés à des lieux déterminés aux frontières.

⁽¹⁾ Date d'entrée en vigueur de la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines catégories d'étrangers.

⁽²⁾ Loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Depuis cet arrêt, il a été demandé au Bureau d'Étude SUM Research de proposer des alternatives à la détention des familles avec enfants. Après avoir examiné ces recommandations, la Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences a mis en oeuvre les alternatives à la détention dans les centres fermés des familles avec enfants.

Dans ce cadre, le projet d'arrêté royal fixant le régime et les règles de fonctionnement applicables aux lieux mis à la disposition des familles au sens des articles 51/5, § 3, [et] 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, son rapport au Roi, qui vous sont soumis ont été élaborés en vue de mettre fin à la détention dans des centres fermés des familles avec enfants qui sont maintenus sur base des articles 51/5, § 3, 74/8, § 1^{er} de la loi.

- 2) L'ordonnance de la Chambre du Conseil du Tribunal de 1^{ère} instance de Bruxelles rendue le 20 octobre 2008 mentionnant la nécessité d'avoir une disposition réglementaire pour déterminer le régime des lieux d'hébergements mis à la disposition des familles au sens des articles 51/5, § 3, [et] 74/8, § 1^{er}, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Suite à cette ordonnance, le projet d'arrêté royal qui vous est soumis a été élaboré afin de déterminer le régime spécial de ces lieux d'hébergements.

- 3) La mise en place d'une infrastructure spécifique adaptée aux besoins d'une famille avec enfants et qui tient compte de l'intérêt supérieur de l'enfant :

Le lieu mis à la disposition de la famille lui permet de bénéficier d'une infrastructure adaptée à ses besoins. L'enfant peut en effet vivre avec ses parents ou les personnes qui exercent l'autorité parentale, sans être contraint de partager ce logement avec d'autres familles ou d'autres adultes. Il s'agit d'éviter de mettre des mineurs en contact avec d'autres adultes dans un logement.

Chaque famille est libre de quitter le lieu mis à sa disposition pour aller faire des courses, consulter son avocat, se rendre chez le médecin ou aller conduire les enfants à l'école. Il est cependant demandé qu'il y ait en permanence un membre adulte présent.

Le lieu mis à la disposition de la famille permet de garantir les droits fondamentaux des familles. Ces articles garantissent notamment le respect des dispositions de la Convention européenne des droits de l'homme, à savoir :

- Le droit à la vie privée et familiale est assuré. La famille peut en effet recevoir des visites privées et peut effectuer des visites à l'extérieur du lieu mis à sa disposition. Les seules restrictions étant : la présence obligatoire d'un adulte dans le lieu mis à sa disposition, l'interdiction d'héberger des visiteurs et l'autorisation de l'Office des étrangers pour les visites qui ne sont pas privées et l'indication dans le registre (de) l'identité des visiteurs. Enfin, il convient de signaler que le lieu mis à la disposition n'est pas accessible à l'agent de soutien entre 21 heures et 5 heures du matin;

.../...

- La liberté de culte, celle de son exercice public ainsi que la liberté de manifester ses opinions, sont garanties dans le respect des législations et des réglementations en vigueur, sauf la répression des délits commis à l'occasion de l'usage de ces libertés. La famille a la possibilité de sortir du lieu mis à sa disposition en vue de pratiquer un culte. Il en résulte que les dispositions prévues à l'article 9 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 sont respectées. La famille a, en effet, la possibilité de manifester sa religion ou ses convictions philosophiques individuellement ou collectivement en se rendant dans les établissements religieux ou philosophiques.
- Les enfants sont scolarisés. La famille peut se faire aider par l'agent de soutien pour les inscrire à l'école. Il convient de signaler que les enfants peuvent être conduits tous les jours à l'école.
- La famille a le droit d'échanger de la correspondance quotidiennement et de manière illimitée.
- La famille a la possibilité de porter plainte à la Commission des plaintes instaurée par l'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 concernant l'application du présent arrêté. L'article 130 de l'arrêté royal du 2 août 2002 (a) en effet été modifié en vue de rendre la Commission des plaintes compétente pour examiner le traitement individuel des plaintes des occupants des lieux d'hébergement."

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Rechtsgrond

Het ontworpen besluit strekt tot vaststelling van "het regime en de werkingsregels, toepasbaar op de woonunits, als bedoeld in artikelen 51/5, § 3, [en] 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen" (opschrift en artikel 2 van het ontwerp). Zoals gesteld wordt in het verslag aan de Koning bestaat het nagestreefde doel erin die woonunits voor te behouden aan de "families" in de zin van artikel 1, 2/, van het ontworpen besluit en wel "als alternatief voor de vasthouding in de gesloten centra, in afwachting van de uitvoering van de verwijderingsmaatregel".

Daartoe voert de steller van het ontwerp als rechtsgrond aan de artikelen 51/5, § 3, en 74/8, §§ 1 en 2, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna de "wet van 15 december 1980").

Dit geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. Artikel 51/5, § 3, van de wet van 15 december 1980 voorziet in geen enkele machtiging aan de Koning. Het levert dus geen rechtsgrond op voor het ontwerpbesluit.

2. Artikel 74/8, §§ 1 en 2, van de wet van 15 december 1980 luidt als volgt :

"§ 1. De nodige maatregelen kunnen worden genomen opdat de betrokkene de plaats waar hij wordt opgesloten overeenkomstig de artikelen 7, derde lid, en 27, derde lid, of ter beschikking wordt gesteld van de regering overeenkomstig artikel 25, vierde lid, of wordt vastgehouden overeenkomstig artikel 74/5, §§ 1, en 74/6, §§ 1 en 1bis, niet zonder de vereiste toestemming verlaat.

§ 2. De Koning kan het regime en de werkingsmaatregelen bepalen die toepasbaar zijn op de plaats waar de vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking van de regering wordt gesteld of wordt vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in § 1."

.../...

Bedoeld worden aldus de vreemdelingen die opgesloten worden, ter beschikking gesteld worden van de regering of vastgehouden worden op een welbepaalde plaats en wel gedurende de tijd die strikt noodzakelijk is teneinde de effectieve verwijdering van het grondgebied te waarborgen.

Naast de categorie van de "gesloten centra", waarvan het regime en de werkingsmaatregelen het onderwerp uitmaken van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 houdende vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen, toepasbaar op de plaatsen gelegen op het Belgisch grondgebied, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, waar een vreemdeling wordt opgesloten, ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden, overeenkomstig de bepalingen vermeld in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980 (hierna het koninklijk besluit van 2 augustus 2002) ⁽³⁾, beoogt de steller van het ontwerp dus ook de vaststelling van het regime en de werkingsmaatregelen die van toepassing zijn op een nieuwe categorie van "plaatsen" in de zin van het voornoemde artikel 74/8, § 1, namelijk de "woonunits" die voorbehouden zijn aan de families die het voorwerp uitmaken van een maatregel van vrijheidsberoving met het oog op een effectieve verwijdering van het grondgebied ⁽⁴⁾.

Hoewel het regime en de werkingsmaatregelen waarvan de vaststelling beoogd wordt, op talrijke punten soepeler lijken dan die welke vastgesteld zijn bij het koninklijk besluit van 2 augustus 2002, kan artikel 74/8, § 2, van de wet van 15 december 1980 geacht worden een afdoende rechtsgrond te vormen voor het ontworpen besluit, aangezien de beslissing tot plaatsing van een familie in een "woonunit", in het licht van de verschillende verplichtingen die door het ontworpen besluit opgelegd worden aan de

⁽³⁾ Zie in dat verband het arrest van de Raad van State nr. 188.705 van 10 december 2008, vzw Ligue des droits de l'homme en vzw Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie t/ Belgische Staat.

⁽⁴⁾ Zie in dat verband de beschikking van de raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg van Brussel van 20 oktober 2008, die vermeld wordt in de motivering van de noodzaak van de spoedbehandeling in de adviesaanvraag en waarin gesteld wordt dat het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 niet van toepassing is op het bijzondere regime van het huis dat aan een verzoekster en haar dochter toegekend is in het kader van de maatregel van vrijheidsberoving die ten aanzien van hen getroffen is.

families ⁽⁵⁾, gezien moet worden als een bijzondere bepaling tot uitvoering van een maatregel van vrijheidsberoving in de zin van de wet van 15 december 1980 ⁽⁶⁾.

3. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt evenwel gevestigd op het feit dat artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980, waarnaar verwezen wordt in paragraaf 2 van datzelfde artikel, in de huidige versie niet toepasbaar is op vreemdelingen op wie artikel 51/5 van de wet van 15 december 1980 van toepassing is.

⁽⁵⁾ Voorbeelden hiervan zijn :

- artikel 2, eerste lid, van het ontwerp waarin wordt bepaald dat het besluit toepasbaar is op alle woonunits die bedoeld zijn om gebruikt te worden "als een plaats bedoeld in (de) artikelen 51/5, § 3 (en) 74/8, § 1 van de wet";
- artikel 9, tweede lid, van het ontwerp dat de ondersteunende ambtenaar die vaststelt dat er ten opzichte van de familie "ernstige elementen zijn die de stopzetting van de vasthoudingsmaatregel verantwoorden", ermee belast die elementen voor te leggen aan de directeur-generaal van de Dienst Vreemdelingenzaken of diens gemachtigde;
- artikel 47 van het ontwerp waarin wordt gesteld dat de familie het voorwerp kan uitmaken van een vasthouding in een "gesloten centrum" wanneer deze niet meewerkt in het kader van de daadwerkelijke terugkeer;
- en artikel 48 van het ontwerp waarin wordt bepaald dat de vasthouding van de familie kan worden stopgezet indien blijkt dat een terugkeer niet kan worden georganiseerd.

Voorts worden in verschillende bepalingen van het ontworpen besluit een aantal verplichtingen opgelegd aan de familieleden, waaronder die welke geldt voor een volwassen familielid om, behoudens een andersluidende toestemming vanwege de ondersteunende ambtenaar, aanwezig te zijn in de woonunit (artikel 19, eerste lid, van het ontwerp). In dat verband wordt in het verslag aan de Koning (zevende alinea van het algemeen gedeelte) melding gemaakt van een "contract" tot aanvaarding dat ondertekend moet worden door de families. Wellicht betreft het hier een oneigenlijk gebruik van dat begrip, aangezien het in geen enkele bepaling van het ontwerpbesluit gebezigd wordt, en lijkt de steller van het ontwerp een document te bedoelen waarin de verplichtingen worden vastgelegd die de families dienen na te komen wanneer deze een "woonunit" toegewezen krijgen met toepassing van het ontworpen besluit.

⁽⁶⁾ En niet als een plaatsing, los van elke maatregel van vrijheidsberoving, van een familie met minderjarige kinderen in een "gespecialiseerd centrum" of in een "opvangfamilie", waarvan sprake is in het voornoemde arrest nr. 188.705 van de afdeling Bestuursrechtspraak van de Raad van State.

Dezen mogen dus niet genoemd worden in het ontworpen besluit, zolang het voornoemde artikel 74/8, § 1, niet in die zin gewijzigd is ⁽⁷⁾.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Gelet op de opmerkingen die geformuleerd zijn met betrekking tot de rechtsgrond, is er geen reden om in het opschrift melding te maken van artikel 51/5, § 3, van de wet.

Aanhef

1. Er is, gezien de opmerkingen gemaakt bij de rechtsgrond, evenmin grond om in het eerste lid te verwijzen naar artikel 51/5, § 3, van de wet van 15 december 1980.

2. Overeenkomstig aanbeveling 30 van de Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten ⁽⁸⁾, moeten de woorden "inzonderheid op artikel 130" in het tweede lid vervallen.

⁽⁷⁾ Volgens de bewoordingen van artikel 179 van het wetsontwerp houdende diverse bepalingen (I), dat thans bij het Parlement is ingediend, worden de woorden "wordt opgesloten overeenkomstig de artikelen 7, derde lid, en 27, derde lid, of ter beschikking wordt gesteld van de regering overeenkomstig artikel 25, vierde lid, of wordt vastgehouden overeenkomstig artikel 74/5, § 1, en 74/6, §§ 1 en 1bis" in het voornoemde artikel 78, § 1, vervangen door de woorden "wordt opgesloten of ter beschikking gesteld van de regering of vastgehouden overeenkomstig de artikelen 7, 8bis, § 4, 25, 27, 29, tweede lid, 51/5, § 1 of § 3, 52/4, vierde lid, 54, 57/32, § 2, tweede lid, 74/5 of 74/6, § 1 of § 1bis" (*Parl. St. Kamer 2008-2009, nr. 1786/001, 243*). Indien deze wijziging doorgevoerd wordt, is er hoe dan ook in het ontworpen besluit geen grond om uitdrukkelijk te verwijzen naar artikel 51/5 van de wet van 15 december 1980, aangezien dat artikel overgenomen wordt in artikel 74/8, § 1, van de wet van 15 december 1980.

⁽⁸⁾ Tab "Wetgevingstechniek" www.raadvst-consetat.be (09/03/2009).

3. Het derde lid moet vervallen omdat het ministerieel besluit (van 23 januari 2009) waarnaar daarin wordt verwezen, geen rechtsgrond oplevert voor het ontworpen besluit.

4. Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, en overeenkomstig aanbeveling 36.2 van de Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten ⁽⁹⁾, moet de motivering van het verzoek om spoedbehandeling opgegeven in de adviesaanvraag, letterlijk worden overgenomen in de aanhef.

Dispositief

Artikel 1

1. In onderdeel 2/ wordt het begrip "familie" onder meer gedefinieerd als "leden van een familie van vreemdelingen die verklaren dat ze ouders zijn". Die definitie stemt niet overeen met het verslag aan de Koning waarin staat dat het kind "kan samenleven met zijn ouders of de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen" (achttiende alinea van het algemene gedeelte). Die inconsistentie moet worden weggewerkt.

2. Gezien de opmerkingen gemaakt bij de rechtsgrond en de definities gegeven in artikel 1, 1/ en 2/, van het ontwerp, zou het beter zijn de eerste zin van onderdeel 3/ als volgt te stellen :

"plaatsen bedoeld in artikel 74/8, §§ 1 en 2, van de wet, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken en bestemd voor de huisvesting van families, totdat de terugkeer naar hun land van herkomst of naar het land waar ze gemachtigd zijn tot een verblijf is georganiseerd, of totdat hun overbrenging naar de Staat die overeenkomstig artikel 51/5 van de wet hun asielaanvraag moet onderzoeken, is geregeld".

⁽⁹⁾ *Ibidem*

3. Gelet op artikel 22 van de Grondwet, staat het geenszins aan de Koning te bepalen wat al dan niet als privéwoning mag worden beschouwd.

De tweede zin van onderdeel 3/ moet bijgevolg vervallen.

Artikel 2

1. Gezien de opmerkingen gemaakt bij de rechtsgrond en gezien de definitie gegeven in artikel 1, 3/, kan ermee worden volstaan in het eerste lid te bepalen dat het besluit van toepassing is op woonunits.

2. In het derde lid behoort gepreciseerd te worden dat het huishoudelijk reglement ofwel vastgesteld ofwel goedgekeurd wordt door de Minister.

Artikel 16

Het tweede lid moet vervallen : indien de verplichting om vingerafdrukken te laten afnemen reeds voortvloeit uit de artikelen 30*bis* of 51/3 van de wet van 15 december 1980, is er geen grond om dat in het besluit te herhalen; indien de wet daarentegen niet in die verplichting voorziet, is het de Koning ook niet gegeven die verplichting op te leggen.

Artikelen 26 tot 29

1. Deze bepalingen regelen onder meer het bezoek van familieleden, kennissen, derden of organisaties. Ze moeten worden herzien of aangevuld, zodat daarin, naar het voorbeeld van wat bepaald is in het koninklijk besluit van 2 augustus 2002, ook de regels worden opgenomen die gelden voor het bezoek van leden van de Kamer van volksvertegenwoordigers of van de Senaat, alsook van overheden of bijzondere instellingen ⁽¹⁰⁾.

⁽¹⁰⁾ Vergelijk met de artikelen 42 tot 45 van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002.

2. Het is de afdeling Wetgeving overigens niet duidelijk op grond waarvan, mede gelet op artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, bepaald mag worden dat ieder bezoek van derden of van een organisatie moet plaatsvinden in aanwezigheid van een ondersteunend ambtenaar.

Het tweede lid van artikel 29 moet dan ook vervallen of in ieder geval grondig worden herzien, zodat voldaan wordt aan de vereisten van de voornoemde bepalingen.

Artikel 38

Het eerste lid overlapt artikel 15. Dat moet verholpen worden.

Artikel 48

Gezien de opmerkingen gemaakt bij de rechtsgrond, moet de toewijzing van een woonunit aan een familie, overeenkomstig de bepalingen van het thans voorliggende ontwerp, beschouwd worden als een bijzondere wijze van tenuitvoerlegging van een vrijheidsberovende maatregel, waartoe op rechtsgeldige wijze is besloten met toepassing van de wet van 15 december 1980. Daaruit volgt dat de controle van de wettigheid van zulk een maatregel, alsook de omstandigheden waarin deze moet worden opgeheven, overeenkomstig de artikelen 71 en volgende van de wet van 15 december 1980, in laatste instantie onder het toezicht van de rechterlijke macht valt, en de Koning dus niet gerechtigd is zich in die aangelegenheid te mengen door te bepalen dat het opheffen van de beslissing om een familie in een woonunit vast te houden "indien blijkt dat de terugkeer van de familie niet kan worden georganiseerd" een loutere mogelijkheid zou zijn.

De bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikelen 49 tot 54

1. Wat de Klachtencommissie betreft, is het van tweeën één :

- ofwel wil de steller van het ontwerp de klachtencommissie waarvan de werkwijze geregeld is in het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 gewoon bevoegd maken om, volgens de nadere regels bepaald in het genoemde koninklijk besluit, kennis te nemen van de klachten ingediend door de families in het kader van de uitvoering van het voorliggende besluit; in dat geval kan worden volstaan met artikel 54 van het ontwerp en moeten de artikelen 49 tot 53 vervallen;
- ofwel wil de steller van het ontwerp die commissie bevoegd maken en daarbij, om rekening te houden met de specifieke situatie, de procedure die de commissie moet volgen bij de behandeling van de klachten ingediend door de families die in woonunits wonen, aanpassen; in dat geval moet artikel 54 van het ontwerp vervallen.

2. Meer in het algemeen moet de steller van het ontwerp, aangezien hij naast de "gesloten centra" een nieuwe categorie "plaatsen" wil creëren in de zin van artikel 74/8, §§ 1 en 2, van de wet van 15 december 1980, waarop een specifieke regeling en specifieke werkingsvoorschriften van toepassing zijn, waken over de samenhang tussen die nieuwe regelgeving en die waarin reeds is voorzien bij het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 voor de "gesloten centra". Dat hele besluit moet dus worden herzien, en niet alleen artikel 130 ervan ⁽¹¹⁾.

⁽¹¹⁾ Bij voorbeeld :
- de definitie van het woord "centrum" zoals gegeven in artikel 1, 3/, van het besluit van 2 augustus 2002, moet worden aangepast, aangezien dat besluit geen betrekking meer kan hebben op iedere "plaats, beheerd door de Dienst Vreemdelingenzaken, gericht op de opvang van personen onderworpen aan een administratieve maatregel tot opsluiting, terbeschikkingstelling van de regering of vasthouding met toepassing van de bepalingen vermeld in artikel 74/8, §§ 1, van de wet";
- dat geldt ook voor artikel 4, dat bepaalt dat de centra belast zijn met de opvang van vreemdelingen op wie de artikelen 7, 25, 27, 74/5, § 1, 2/ en 74/6 van de wet van toepassing zijn, zonder te voorzien in een uitzondering voor de "families" in de zin van het voorliggende besluit.

Artikel 56

In de Franse versie moet het woord "parution" vervangen worden door het woord "publication".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht de door H. R WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE